



Comité Technique INRA - Profession de foi

vendredi 26 octobre 2018, par [Bariaud](#)

Elections professionnelles 2018
- Election au Comité Technique de l'INRA -

- ✓ Salaires gelés et inflation soutenue = pouvoir d'achat en berne !
- ✓ Conditions de travail de plus en plus dures et stressantes
- ✓ Retraites menacées par le système à points
- ✓ Casse des services publics, de l'Hôpital à l'Éducation Nationale
- ✓ Budgets des unités pressurés et personnels épuisés par la course aux projets
- ✓ Emplois de titulaires supprimés, précarité qui explose
- ✓ ... et, pour couronner le tout, fusion INRA-IRSTEA à marche forcée avec alignement de nos droits sur le moins-disant social !

Vous avez d'autres aspirations ?
Vous voulez dire STOP à cette politique anti-sociale du gouvernement Macron ?
Votez pour un syndicat combattif et indépendant,
VOTEZ, FAITES VOTER CGT-INRA !

A travers les élections aux Commissions Administratives Paritaires (CAP) et CNRP, vous allez être ceux qui défendrez vos droits individuels. Avec les élections au Comité Technique (CT) INRA et au CT Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, vous choisirez des représentants qui porteront vos revendications en matière de statuts, de carrières, d'organisation du travail et de fonctionnement des services. Tous les personnels ont le droit de vote, fonctionnaires et contractuels. Le résultat de ce scrutin déterminera la représentativité de chaque syndicat et ses droits à négocier, mais également la composition du COMSCT (Comité Central Régime, Statut et Conditions de Travail), des CHSCT de centres, de la CNRP (Commission Nationale de Parution Penitentiaire) et de la CNEC (Commission Nationale d'Évaluation Sociale).

Vous avez apprécié les actions que nous avons conduites dans toutes ces instances, et dont nous vous avons régulièrement rendu compte, Alors, appuyez-vous en votant CGT : au CT de l'INRA et au CT Ministère !

A l'initiative de la CGT rejointe ou non par les autres syndicats selon les cas, le Comité Technique a condamné les budgets d'autorité successifs, s'est prononcé pour un moratoire sur la fusion à marche forcée INRA-IRSTEA, a interpellé la direction sur les conséquences pour les personnels de la libellisation des unités expérimentales, sur les effets du projet Sedlay, ou encore obtenu des compensations (insuffisantes) sur l'impact de GEF1 pour les personnels d'appui. Les prises de position du CT, alliées à la mobilisation des personnels dans tous les centres et à la pétition des 500 initiée par des militants CGT ont contraint Direction et Ministère à limiter l'individualisation des rémunérations contenue dans le RESEER, nous avons révisé à tous les CR, en amont d'un CT, un texte scandaleux concernant leurs progressions de carrière, ce qui a amené la DG à reculer, au moins partiellement, sur ce texte. Nous avons aussi différé à tout le personnel les rapports sur la fusion INRA-IRSTEA alors que la Direction tardait à le faire.

Défendez nos conquêtes collectives contre le « chacun pour soi » de Macron

Tout le dispositif social issu de 1945 (Cade du travail, Sécu, Retraites, Assurance-chômage...) est menacé en cause de nos d'une préférence dérisoire... alors que le « président des riches » ne cesse de faire des cadeaux au patronat... également au programme (CT COMSCT) : liquidation de la fonction publique et du statut de fonctionnaire avec : titulaires publics cotisés au privé, 120.000 postes titulaires à supprimer, retraitement encore plus massif de précipités, poursuite du gel du point d'indice, salaire au mérite, renvoi en cause des CHSCT et du rôle des CAP...

L'INRA dans la tourmente

Cette politique se traduit aussi à l'INRA : des unités exsangues devant tout espérer d'appels à projets ministériels, 500 emplois titulaires supprimés de 2011 à 2017 (dont 489 en catégorie CT), 18% des effectifs sous statut agricole, tout cela gommant un statut contractuel, des IFA aux chercheurs, sans compter les logiques défectueuses : la promesse de fusion INRA-IRSTEA ne peut qu'exacerber nos problèmes. Quel que soit son intérêt dans l'absolu, c'est bien l'activité et la volonté de faire des économies de moyens et de personnels qui cadrent l'opération ! La volonté d'inclure les personnels de la discussion est liée à l'ampleur des conséquences négatives à venir pour les agents, avec un alignement sur un moins-disant social incluant notamment la remise en cause des garanties obtenues par le RESEER, la RTT ou encore la mutualisation des personnels d'appui en piles ou plateformes.

Plus que jamais, vous avez besoin d'élus intransigeants, ne cédant pas sous la pression des directions !

Élections professionnelles 2018 - Élection au Comité Technique de l'INRA

- Salaires gelés et inflation soutenue = pouvoir d'achat en berne !
- Conditions de travail de plus en plus dures et stressantes
- Retraites menacées par le système à points
- Casse des services publics, de l'Hôpital à l'Éducation Nationale
- Budgets des unités pressurés et personnels épuisés par la course aux projets
- Emplois de titulaires supprimés, précarité qui explose
- ... et, pour couronner le tout, fusion INRA-IRSTEA à marche forcée avec alignement de nos droits sur le moins-disant social !

Vous avez d'autres aspirations ? Vous voulez dire STOP à cette politique anti-sociale du gouvernement Macron ? Votez pour un syndicat combatif et indépendant, VOTEZ, FAITES VOTER CGT-INRA !

A travers les élections aux Commissions Administratives Paritaires (CAPN et CAPL), vous allez élire ceux qui défendront vos droits individuels. Avec les élections au Comité Technique (CT) INRA et au CT Ministériel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, vous choisirez des représentants qui porteront vos revendications en matière de statuts, de carrières, d'organisation du travail et de fonctionnement des services. Tous les personnels ont le droit de vote, fonctionnaires et contractuels. Le résultat de ce scrutin déterminera la représentativité de chaque syndicat et ses droits à négocier, mais également la composition du CCHSCT (Comité Central Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail), des CHSCT de centre, de la CNFP (Commission Nationale de Formation Permanente) et de la CNAS (Commission Nationale d'Action Sociale).

Vous avez apprécié les actions que nous avons conduites dans toutes ces instances, et dont nous vous avons régulièrement rendu compte, Alors, appuyez-nous en votant CGT : au CT de l'INRA et au CT Ministériel !

A l'initiative de la CGT, rejointe ou non par les autres syndicats selon les cas, le Comité Technique a condamné les budgets d'austérité successifs, s'est prononcé pour un moratoire sur la fusion à marche forcée INRA-IRSTEA, a interpellé la direction sur les conséquences pour les personnels de la labellisation des unités expérimentales, sur les effets du projet Saclay, ou encore obtenu des compensations (insuffisantes) sur l'impact de GEFI pour les personnels d'appui. Les prises de position du CT, alliées à la mobilisation des personnels dans tous les centres et à la pétition des DU initiée par des militants CGT ont contraint Direction et Ministère à limiter l'individualisation des rémunérations contenue dans le RIFSEEP. Nous avons révélé à tous les CR, en amont d'un CT, un texte scandaleux concernant leurs progressions de carrière, ce qui a amené la DG à reculer, au moins partiellement, sur ce texte. Nous avons aussi diffusé à tout le personnel les rapports sur la fusion INRA-IRSTEA alors que la Direction tardait à le faire.

Défendre nos conquêtes collectives contre le « chacun pour soi » de Macron

Tout le dispositif social issu de 1945 (Code du travail, Sécu, Retraites, Assurance-chômage...) est remis en cause au nom d'une prétendue équité... alors que le « président des riches » ne cesse de faire des cadeaux au patronat. Egalement au programme (Cf. CAP2022) : liquidation de la fonction publique et du statut de fonctionnaire avec : missions publiques confiées au privé, 120.000 postes titulaires à supprimer, recrutement encore plus massif de précaires, poursuite du gel du point d'indice, salaire au mérite, remise en cause des CHSCT et du rôle des CAP. Le projet de réforme systémique des retraites et un système par points parachèvent le dispositif en tentant d'en finir avec le code des pensions des fonctionnaires, et de baisser drastiquement toutes les pensions du public comme du privé .

L'INRA dans la tourmente

Cette politique se traduit aussi à l'INRA : des unités exsangues devant tout espérer d'appels à projets aléatoires, 563 emplois titulaires supprimés de 2011 à 2017 (dont 489 en catégorie C !), 18% des effectifs sous statut précaire ; tout cela générant un stress continu, des ITA aux chercheurs, sans compter les logiciels défectueux ! Le processus de fusion INRA-IRSTEA ne peut qu'exacerber ces problèmes. Quel que soit son intérêt dans l'absolu, c'est bien l'austérité et la volonté de faire des économies de moyens et de personnels qui cadrent l'opération ! La volonté d'exclure les personnels de la discussion est liée à l'ampleur des conséquences néfastes à venir pour les agents, avec un alignement sur un moins-disant social incluant notamment la remise en cause des garanties obtenues sur le RIFSEEP, la RTT ou encore la mutualisation des personnels d'appui en pôles ou plateformes.

Plus que jamais, vous avez besoin d'élus intransigeants, ne cédant pas sous la pression des directions !

ENSEMBLE, REFUSONS

- Cette fusion à marche forcée INRA-IRSTEA
- Les budgets de misère alloués par l'État
- Le fonctionnement généré par le financement sur appels à projets, qui dégrade les conditions de travail de toutes les catégories et accroît les inégalités entre unités
- La remise en cause des garanties acquises par la lutte des personnels, notamment concernant l'individualisation des rémunérations (RIFSEEP)
- Les mobilités forcées liées aux regroupements et les restructurations d'unités et services, à Saclay et ailleurs
- Les suppressions continues de postes, en particulier de catégorie C, mais aussi de chercheurs
- Les sous-effectifs dans les SDAR, les UR et les UE, et la mise en pôles des personnels d'appui
- Le développement de l'emploi précaire et le non-renouvellement « préventif » des non-titulaires
- Le changement de « modèle économique » des unités expérimentales visant à leur « rentabilisation » avec la labellisation
- L'externalisation- privatisation de nos missions et de nos métiers

ENSEMBLE, EXIGEONS

- Un moratoire sur la fusion INRA-IRSTEA
- Une augmentation significative des subventions D'État pour les deux instituts
- Un financement D'État annuel suffisant pour le fonctionnement normal de toutes les unités : a minima 12000€ par agent et par an !
- La revalorisation de nos rémunérations de 9%, sans individualisation ni salaire au mérite
- Le maintien et l'amélioration du code des pensions des fonctionnaires
- La création des emplois statutaires nécessaires dans toutes les catégories et le déblocage des carrières
- Un véritable plan de titularisation de tous les non titulaires sur fonctions pérennes
- Le maintien de CHSCT et de CAP de plein exercice avec des pouvoirs renforcés
- L'amélioration de nos conditions de travail
- L'accès à une formation continue adaptée aux attentes des personnels et non fondée sur le « management »
- De nouveaux outils adaptés aux utilisateurs et non l'inverse (GEFI : plus jamais ça !)
- Le maintien et même l'augmentation du nombre de logements de fonction

Des candidates et des candidats représentatifs de toutes les catégories de personnels et d'une très large diversité des départements, centres et implantations INRA

1. Christiane Bœuf (IE Clermont)
2. Pascal Tillard (IR Montpellier)
3. Hendrik Davi (CR Avignon)
4. Sabine Delaunay (AI Paris)
5. Gladys Samson (TR Guadeloupe)
6. Bérange Lefort (TR Versailles)
7. Michel Bertrand (IR Grignon)
8. Jean-François Bouhiron (AT Lusignan)
9. Dominique Simonneau (TR Le Magneraud)
10. Patricia Braconnier (TR Bordeaux)
11. Line Boulonne (IE Orléans)
12. Pascale Maillard (CR Nancy)
13. Laurence Artige (AI Theix)
14. Philippe Knapen (AT Rennes)
15. Christophe Gauthier (TR Tours)
16. Matthias Zytnicki (CR Toulouse)
17. Jean-Michel Salmon (DR Narbonne)

18. Djamila Onésime (IR Jouy)
19. Julian Mischi (DR Dijon)
20. Frédérique Didelot (AI Angers)

Avec ces élus, vous affirmerez privilégier les droits collectifs à l'individualisation à tous crins ! POUR UN SYNDICALISME COMBATIF ET INDÉPENDANT VOTEZ, FAITES VOTER CGT !